

Nous avons cessé de rire : rejoignez les groupes de Résistance républicaine

écrit par Parachutiste | 16 août 2016



***Cessez de rire, charmante Elvire,
Les loups sont entrés dans Paris***

Hier, je relisais le coup de gueule de Charles-Emmanuel Guérin :

<http://resistancerepublicaine.com/2016/08/10/braderie-de-lille-je-prefere-mourir-larme-a-la-main-pas-en-sentant-la-saucisse/>

Je ne suis pas forcément d'accord avec tout ce que notre Ami a écrit, mais là n'est pas le plus important. L'essentiel réside dans le point de savoir si, à brève échéance, nous allons bénéficier de la plus grande cohésion à laquelle on puisse rêver, à savoir des civils excédés (l'homme de la rue), des forces de l'ordre, et des militaires.

Au passage, notons le rôle particulier de la Gendarmerie Nationale qui, bien que remplissant sa tâche de maintien de l'ordre, ne fait pas moins partie de l'institution militaire.

Cela dit, une question a été posée il y a déjà de nombreux mois concernant les rôles que vont vraisemblablement avoir à

jouer ces trois catégories de serviteurs de l'État dans un futur que nous pressentons assez proche. Je fais bien sûr allusion à un conflit ouvert, opposant de manière particulièrement brutale groupes, clans, factions, communautés, peu importe les noms, les facteurs déclenchants étant politiques, religieux, ethniques, mais pour nous, très vraisemblablement la sauvegarde de notre identité nationale. Mais en définitive, tous ces points sont intimement liés car interdépendants.

Au point où en est la situation de notre pays, la seule grande question qui se pose est celle de notre devenir – je devrais même dire de notre survie.

Car nous ne pouvons plus supporter la dérive catastrophique qui nous est imposée.

Si l'actuel gouvernement ne change pas du tout au tout ses objectifs – et en réalité cela ne peut être possible – sa manière de conduire les affaires du pays – je n'ose employer le mot « méthode » de peur de vous faire éclater de rire – sa façon de nous diriger avec mépris et suffisance, alors, pour sauver ce qui peut encore l'être, ne restent plus que deux solutions :

- Soit il démissionne spontanément pour laisser la place à un gouvernement digne de ce nom, c'est-à-dire à poigne ;
- Soit le peuple le démissionne de force et le débarque, ce qui se fera sans nul doute avec pertes et fracas.

Et là, cette bande d'incompétents va cesser de rire à nos dépens.

(Ne pas s'y fier, ils ne sont pas si incompétents que cela, je vous en parlerai dans un prochain article; et en réalité, il nous reste si peu de temps avant la prochaine échéance électorale que certains se demandent s'il est encore opportun de se poser cette question)

Mais qui va faire le premier pas ?

Le sujet a été abordé ici à plusieurs reprises.

Si le peuple a le pouvoir de porter, par son bulletin de vote,

un individu et son équipe aux plus hautes responsabilités de la Nation, il est également en son pouvoir, si l'état du pays le justifie, si la Patrie est en danger, de destituer celui qui fait office de président et cette même équipe jugés incapables de gouverner, et ayant mis leurs concitoyens en situation de péril.

En effet, il s'agit en clair de la faute impardonnable de « **manquement à ses devoirs manifestement incompatible avec l'exercice de son mandat** ».

Toutefois, la procédure est lourde. Voir l'article 68 de la Constitution de 1958:

<http://www.conseil-constitutionnel.fr/conseil-constitutionnel/francais/la-constitution/la-constitution-du-4-octobre-1958/texte-integral-de-la-constitution-du-4-octobre-1958-en-vigueur.5074.html>

Aujourd'hui, nul ne peut nier que nous soyons en situation de péril, et de péril grave.

Alors, qui donc va s'avancer le premier pour appuyer sur le bouton rouge ?

Le peuple ?

Les forces de l'ordre ?

L'institution militaire ?

A plusieurs reprises, nous avons pu lire ici, en substance, que l'Armée serait dans l'attente de l'appel à les rejoindre de la part des citoyens descendus dans la rue . . . piques et fourches à la main comme en 1789 ?

Ce à quoi l'Ami Charles-Emmanuel répond avec justesse :

« **Comment se fait-il que ceux qui ont le pouvoir (les forces de l'ordre) et les moyens (armes et munitions) attendent que ceux qui ne l'ont pas, c'est à dire nous, les civils ou redevenus civils, commencent l'action ?** »

Judicieuse question en effet...

C'est tout de même assez simple.

Policiers, gendarmes, militaires, ont une hiérarchie que l'on peut décrire comme pyramidale. Ils obéissent aux ordres.

Non seulement ils obéissent aux ordres, mais encore sentent-ils l'Épée de Damoclès tenue par les hystériques des *droitdelhommistes* et autres nervis des LICRA, No Borders, Antifas, et autres groupuscules sans cesse à l'affût de tout ce qui pourrait ressembler à l'amorce d'un faux pas de leur part. Ceci est détestable.

On peut raisonnablement se demander ce qui motive réellement de tels clowns.

Cessons de rire, si je puis dire, l'heure est grave.

Alors, qu'attendre ?

Que des policiers (je ne dis pas LA Police) sortent de leurs commissariats munis de leurs armes de service (qui ne devraient d'ailleurs plus les quitter) ?

Que des gendarmes (je ne dis pas LA Gendarmerie) sortent de leurs casernes avec armes de poing et fusils d'assaut ?

Que des militaires (je ne dis pas L'Armée) investissent nos rues à bord de leurs blindés ou soient parachutés sur des points névralgiques déterminés longtemps à l'avance ?

Ce serait trop beau, bien sûr, c'est d'ailleurs le vœu le plus cher de beaucoup d'entre nous.

Et pourtant, l'idéal serait que ces trois corps réagissent et agissent en même temps, de la même manière, et fusionnent avec les simples citoyens pour retourner ensemble la table et rétablir un véritable état de droit.

Mais cela s'appelle une insurrection ?

Mais cela s'appelle une révolution ?

Malgré tout, sur quels effectifs pourrions-nous raisonnablement compter ?

Car il est vrai que nombre de jeunes militaires projetés en OPEX ne renouvellent pas leur contrat d'engagement.

Car il est vrai également que fatigue et usure ont gagné les personnels de Police, et que l'on déplore parmi eux de trop nombreux suicides ; toutefois, il n'y a pas de départs comme dans l'Armée, car les situations sont très différentes.

Néanmoins, les uns comme les autres éprouvent un profond écoeurement.

En France, on s'ingénie à imposer de nouvelles contraintes aux tireurs sportifs qui pourtant paient cotisations et licences et possèdent en toute légalité des armes à feu de divers calibres, c'est tellement plus facile que de nettoyer les caves de banlieues perdues de la République ainsi que les mosquées salafistes, véritables centres d'endoctrinement, n'est-ce pas ?

C'est ce qui a fait dire à la FFT (Fédération Française de Tir) dans un communiqué récent :

« Les criminels qui utilisent des kalachnikovs et les trafiquants d'armes qui fournissent les délinquants se moquent éperdument de ces nouvelles contraintes qui frappent exclusivement d'honnêtes citoyens, détenteurs légaux d'armes à feu et qui déclarent tout. »

Alors, on nous pose la question : qu'attendez-vous ? Qu'exploient en même temps ou soient la proie des flammes écoles maternelles, salles de spectacle, commissariats, ou casernes ?

Mais en même temps, on nous dit qu'il ne faut pas bouger, que c'est bien trop tôt, qu'il faut attendre (il est toujours urgent d'attendre chez certains) que ce soit les Autres – les **Aliens** – qui attaquent, qu'il faut bien se garder d'être soi-même l'agresseur...

Cessons de rire !

(Bien qu'il n'y ait dans tout cela pas grand-chose de risible)

Il est vrai qu'aujourd'hui, une action isolée, ponctuelle, à l'initiative d'un groupe restreint, n'aurait aucune chance de succès : ses auteurs seraient arrêtés, emprisonnés, leur sort en prison serait épouvantable, et cette opération manquée empêcherait certainement pour longtemps toute autre tentative du même genre.

De quelle nature serait-elle d'ailleurs ?...

Non, à moins d'un événement dramatique, pire que tout ce que nous avons connu jusqu'à présent, venant secouer d'horreur et de colère l'ensemble de notre communauté nationale, et qui, là, justifierait sans doute nombre d'actions, malheureusement pas toujours bien maîtrisées, nous n'allons pas nous précipiter de manière inconsidérée en nous lançant à l'assaut de quoi que ce soit.

Je l'ai déjà souligné dans une de mes récentes interventions : ne nous trompons pas de cible !

<http://resistancerepublicaine.com/2016/07/28/ne-nous-trompons-pas-de-cible/>

Ce qui compte avant tout, c'est notre détermination et notre désir d'agir le moment venu de façon cohérente. Des réseaux se constituent, au minimum dans le but de s'informer et d'informer. Des réunions se tiennent ici ou là dans le même but, dans la même dynamique.

Manifestez-vous auprès de Christine pour rejoindre des groupes déjà existants, soutenez les actions locales ou nationales dont les sites de réinformation comme RR ou RL se font l'écho.

Car maintenant, et pour une durée indéterminée, nous avons cessé de rire.